

LE JOUR, 1947
29 Octobre 1947

LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE

Une fois encore (en si peu de temps !) il y a du nouveau en France.

Le « Rassemblement du Peuple français », largement en tête de tous les partis aux élections municipales, demande des changements fondamentaux par la voix du général de Gaulle. Le général veut qu'on aille aux urnes, en vue de modifier, avec la composition de l'Assemblée nationale, les institutions de la France.

Pour que cela arrive, Il faut que l'Assemblée nationale décide elle-même de s'en aller ; or, on ne la voit pas prendre maintenant cette détermination héroïque.

Pour qu'un tel évènement se produise (ou pour que l'Assemblée soit dissoute, lorsque légalement elle pourra l'être en mai), il faut qu'une pression extrême vienne des électeurs ou que les circonstances deviennent telles qu'il n'y ait pas d'autre issue.

L'éventualité suppose une manifestation brutale de la volonté populaire et en tout cas des faits tout à fait graves et exceptionnels.

Si les désirs du général de Gaulle sont clairs, les moyens de les réaliser dans la légalité le sont moins, (et le général de Gaulle ne paraît pas vouloir sortir de la légalité).

Si fréquente et habile que soit la manœuvre gouvernementale en France, les possibilités de manœuvrer ne sont pas illimitées. Ce que la France peut souhaiter de plus sage en ce moment c'est que le « centre » continue à la gouverner avec l'appui formel ou tacite d'une Chambre quasi-unanime. Mais on a déjà entendu trop de paroles exclusives, on a vu trop de menaces et de dangers pour espérer cela.

Le général de Gaulle fera probablement des déclarations intermittentes jusqu'à ce qu'il ne soit plus possible d'avancer sans lui. Mais voici encore qu'en France une campagne « contre le pouvoir personnel » prend des dimensions inquiétantes. Tout le vieux jacobinisme s'insurge contre une possibilité qu'il hait. C'est l'esprit révolutionnaire qui s'élève contre le « césarisme » dont Bonaparte, Premier consul, a montré la voie. Et il se trouve que le général de Gaulle n'a pas le profil ni l'âge du jeune Bonaparte.

Si l'opinion publique toute entière, pouvait se discipliner et s'assagir en France, si les Français accusaient dans le sens traditionnel une évolution qui ne fut pas une révolution ; un gouvernement modéré pourrait gouverner avec assez de vigueur pour rendre inutile une dictature apparente ou cachée.

Les choses étant, cependant, ce qu'elles sont il paraît désormais difficile que, par un moyen ou un autre, le général de Gaulle ne reprenne pas le pouvoir. On peut même s'aventurer à dire qu'il ne peut plus faire autrement que le prendre.